

**PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DE CONSEIL MUNICIPAL
DU VENDREDI 11 DECEMBRE 2015**

Le 11 décembre 2015, à 20 h 30, le Conseil Municipal de la Ville de CREST, régulièrement convoqué, s'est réuni à l'hôtel de ville, en session ordinaire, sous la présidence de Hervé MARITON, Maire.

Date de convocation : 4 décembre 2015

Nombre de Conseillers en exercice au jour de la séance : 29

Présents : Hervé MARITON, Jean-Pierre POINT, Audrey CORNEILLE, Béatrice REY, Anne-Marie CHIROUZE, Jean-Marc MATTRAS, Gisèle CELLIER, Nhàn NGUYEN HUU, Yvan LOMBARD, Danielle LOMBARD, Catherine ANTON, Laurent BOEHM, Sylvain COLARDELLE, Anne-Laure BOUTEILLE, Romain GIRAUD, Alain BÂTIE, Hélène BERTAU, Samuel ARNAUD, Michèle LENNON.

Excusés : Gilles BON, Céline GEORGEON, Caryl FRAUD, Serge INCHELIN, Susanne TEN VELDE, Danielle BORDERES, Valérie ROCHE, Loïc REYMOND, Laure BELLET, François BOUIS.

Procurations : Gilles BON à Audrey CORNEILLE,
Céline GEORGEON à Jean-Marc MATTRAS,
Caryl FRAUD à Béatrice REY,
Serge INCHELIN à Yvan LOMBARD,
Susanne TEN VELDE à Nhàn NGUYEN HUU,
Danielle BORDERES à Anne-Marie CHIROUZE,
Valérie ROCHE à Anne-Laure BOUTEILLE,
Loïc REYMOND à Romain GIRAUD,
Laure BELLET à Alain BÂTIE,
François BOUIS à Michèle LENNON.

Secrétaire de séance : Romain GIRAUD

ORDRE DU JOUR

- 1 - Vote des budgets primitifs 2016
- 2 - Attribution de subventions aux associations pour l'année 2016
 - relevant de la culture et du patrimoine*
 - relevant du domaine scolaire*
 - relevant du domaine économique*
 - relevant du domaine social*
 - relevant de la vie associative*
 - relevant du domaine sportif*
- 3 - Attribution d'une subvention exceptionnelle à l'association Escrime Vallée de la Drôme
- 4 - Décisions modificatives - Exercice 2015
 - décision modificative n°5 commune*
 - décision modificative n°2 service des eaux*
 - décision modificative n°2 service assainissement*
 - décision modificative n°2 Régie de la Tour*
- 5 - Dépenses à imputer au compte 6232 « fêtes et cérémonies »
- 6 - Constitution d'une provision pour dépréciation des actifs circulants - Budget de la commune
- 7 - Demande de subvention au titre de la D.E.T.R.
 - travaux de mise aux normes d'accessibilité des bâtiments communaux*

- travaux de prévention contre les inondations-création de bassins de rétention quartier Saint-Antoine 2^e tranche de travaux
- aménagement d'une aire d'atterrissage pour les canoës
- réutilisation de l'ancien gymnase Chareyre
- rénovation des écoles
- rénovation des locaux de Cres'Actif

- 8 - Convention tripartite avec le syndicat des eaux Drôme-Gervanne et la SDEI pour la fourniture en eau potable de la Ville de Crest
- 9 - Servitude de passage pour la distribution publique de gaz, rue du Maréchal Leclerc
- 10 - Aménagement esthétique des réseaux de la rue Driss Chraïbi - Approbation du projet et participation communale :
 - réseaux téléphoniques
 - réseaux électriques
- 11 - Convention de maîtrise d'ouvrage confiée à Énergie SDED pour la pose de fourreaux et cablette d'éclairage public de la rue Driss Chraïbi
- 12 - Délégations du Conseil municipal au Maire
- 13 - Avis sur les dérogations exceptionnelles à l'interdiction du travail le dimanche accordées par le Maire au titre de l'année 2016

*_*_*_*

Le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance à 20h40 et donne lecture des procurations.

Monsieur le Maire, rend hommage à Mohamed BENALIKHOUDJA, décédé le 25 novembre 2015, à l'âge de 90 ans, père de Sid Ahmed BENALIKHOUDJA, agent des services techniques.

Il n'y a pas de demandes d'inscriptions de questions diverses.

Puis, Monsieur le Maire propose l'élection du secrétaire de séance et présente la candidature de Romain GIRAUD.

Il n'y a pas d'autres candidats. L'élection se fait à bulletins secrets.

VOTANTS 29 - EXPRIMES 22 - Romain GIRAUD obtient 22 voix.

Romain GIRAUD est élu secrétaire de séance.

Enfin, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en vertu des délégations qui lui ont été accordées par le Conseil municipal :

- | | |
|----------|---|
| 2015-590 | Concession trentenaire accordée à Mme COMA au cimetière 1 |
| 2015-591 | Non exercice du droit de préemption urbain immeuble 10 rue Saint-François propriétaire appartenant à Mme BADIER |
| 2015-592 | Non exercice du droit de préemption urbain immeuble Montée des Cordeliers appartenant à Mme BROGI |
| 2015-593 | Non exercice du droit de préemption urbain immeuble 18 rue Georges Bovet appartenant à M. BOUTAN |
| 2015-594 | Non exercice du droit de préemption urbain immeuble 44 rue de l'Hôtel de Ville appartenant à M.MARCEL |
| 2015-595 | Non exercice du droit de préemption urbain immeuble 10 rue de l'Hôtel de Ville appartenant à SCI DEGO |
| 2015-596 | Non exercice du droit de préemption urbain immeuble 8 rue des Docteurs Thiers appartenant à M.CHASTAGNIER |
| 2015-597 | Non exercice du droit de préemption urbain immeuble 10 rue de l'Hôtel de Ville appartenant à SCI DEGO |
| 2015-598 | Non exercice du droit de préemption urbain immeuble 10 rue Peyrière appartenant à |

M. SIMON

- 2015-599 Non exercice du droit de préemption urbain immeuble 17 rue des Oullières appartenant à M. DROU
- 2015-600 Don à la commune d'une maquette de la Tour de Crest en allumettes par Mme Eliane NICOLAS
- 2015-601 La décision 2015-421 est retirée – la mise à disposition est gratuite pour l'APAJH pour la salle Coloriage
- 2015-602 La décision 2015-352 est retirée – Modification du tarif de location pour la mise à disposition de la salle Moulinages pour l'USC rugby.
- 2015-603 Convention avec la Fédération des chasseurs de la Drôme, pour la mise à disposition des salles Coloriages et Moulinages du 29 avril au 2 mai 2016
- 2015-604 Concession trentenaire accordée à M. Gaston SERMET au cimetière 2
- 2015-605 Convention avec l'Amicale pour le Don du Sang de Crest pour la mise à disposition de la salle Coloriage pour la collecte de sang 2016
- 2015-606 Avenant 6 au marché de fournitures de vêtements de travail et d'équipement de protection individuel signé avec DESCOURS ET CABAUD
- 2015-607 Avenant 11 au marché de travaux de l'aménagement de l'avenue Henri Grand et de la rue de l'Hôtel de Ville lot 2 signé avec SOGEA et CHAPON
- 2015-608 La décision 2015-590 est retirée. Concession accordée à Mme COMA au cimetière 3
- 2015-609 Convention avec le Front de Gauche pour la mise à disposition de la salle des Acacias le 20 novembre 2015
- 2015-610 Convention avec l'association « Corenzo de tango » pour la mise à disposition de la salle Coloriage du 30 au 31 janvier 2016
- 2015-611 Convention avec le Sou des Écoles pour la mise à disposition de la salle Moulinages le 23 janvier 2016
- 2015-612 Convention avec le Crédit Agricole Sud Rhône-Alpes pour la mise à disposition des salles Coloriage et Moulinages le 11 février 2016
- 2015-613 Convention avec le Lions Club pour la mise à disposition de la salle Moulinages le 7 février 2016
- 2015-614 Convention avec l'association « Agribiodrôme » pour la mise à disposition de la salle des Acacias le 14 décembre 2015
- 2015-615 Convention avec le Parti de Gauche pour la mise à disposition de la salle des Acacias le 23 novembre 2015
- 2015-616 Convention avec le Parti Socialiste pour la mise à disposition de la salle Coloriage le 30 novembre 2015
- 2015-617 Convention avec les Républicains de la Drôme pour la mise à disposition de la salle Coloriage le 28 novembre 2015
- 2015-618 Convention avec les Républicains de la Drôme pour la mise à disposition de la salle Coloriage le 23 novembre 2015
- 2015-619 Convention avec l'ensemble scolaire Saint-Louis pour la mise à disposition de la salle Moulinages le 29 mars 2016
- 2015-620 Convention avec l'Inspection de l'Éducation Nationale pour la mise à disposition de la salle Coloriage le 13 janvier 2016
- 2015-621 Convention avec le Secours Catholique pour la mise à disposition de la salle Moulinages du 17 au 21 mars 2016
- 2015-622 Convention avec l'USC Moto Club Crestois pour la mise à disposition de la salle des Acacias le 30 janvier 2016
- 2015-623 Renouvellement de la concession PEYSSON au cimetière 1
- 2015-624 Renouvellement de la concession NIVOT au cimetière 1
- 2015-625 Renouvellement de la concession FIGUIERE au cimetière 2
- 2015-626 Convention avec l'ACCA pour la mise à disposition de la salle des Acacias le 25 juin 2016

- 2015-627 Convention avec l'association « Vélo dans la ville » pour la mise à disposition de la salle des Acacias le 19 janvier 2016
- 2015-628 Convention avec l'association « Tour et détour » pour la mise à disposition de la salle des Acacias le 11 décembre 2016
- 2015-629 Convention avec l'association « la voie d'Ananda » pour la mise à disposition de la salle des Acacias le 13 avril 2016
- 2015-630 Convention avec le Crédit Mutuel pour la mise à disposition de la salle Coloriage le 1er avril 2016
- 2015-631 Avenant 1 au marché de fourniture et d'installation d'un système de vidéoprotection signé avec l'entreprise SNEF pour des prix nouveaux
- 2015-632 Renouvellement de la concession SICHOUX au cimetière 2
- 2015-633 Signature d'un marché de travaux pour la réhabilitation de la fontaine du Square de la Résistance signé avec le groupement d'entreprises VAL RHONE TP et DEAL HYDRAULIQUE
- 2015-634 Convention avec Michel REY pour la mission de recensement des chemins gérés par l'association foncière de remembrement préalablement à sa dissolution
- 2015-635 Convention avec le Club des retraités actifs pour la mise à disposition de la salle Coloriage le 31 décembre 2015
- 2015-636 Convention avec Monsieur DURON pour la mise à disposition de la salle Coloriage le samedi 26 décembre 2015
- 2015-637 Convention signée avec Archijeux pour une formation des agents intervenant dans le cadre des activités périscolaires
- 2015-638 Avenant 1 au marché de travaux pour la réalisation de bassins Saint-Antoine lot 1 signé avec l'entreprise CHEVAL FRERES

Monsieur le Maire souhaite apporter des précisions concernant la *décision 2015-634*.
Il explique que la Commune travaille depuis longtemps à la reprise de l'actif des biens de l'Association Foncière de Remembrement.

Cette démarche a pour but de distinguer les chemins dont il convient qu'ils soient repris par les propriétaires riverains, de ceux dont la responsabilité incombe à la commune.

La ville a donc demandé à Michel REY, ancien adjoint à l'urbanisme, qui a une grande connaissance du territoire, d'assurer le travail administratif et technique pour ce dossier.

L'AFR avait contracté des emprunts, le Crédit Agricole a accepté de renoncer au remboursement du solde du capital restant dû. La Ville a payé les frais financiers afférents.

Hélène BERTAU confirme le travail administratif important à faire. Elle souhaite que soit préserver la continuité des cheminements existants voire améliorer.

Monsieur le Maire lui répond que cela fait partie de la mission de M. REY.

Alain BÂTIE renouvelle sa proposition d'aider Monsieur REY , de l'accompagner dans cette démarche et d'y apporter un regard extérieur.

Monsieur le Maire lui répond qu'il a bien entendu sa demande.

Le compte-rendu de la séance du 28 septembre 2015 est mise au vote.

VOTANTS 29 – EXPRIMES 23 – POUR 23 – CONTRE 0 – Adoptée

Le compte-rendu de la dernière séance sera mis au vote lors du prochain Conseil municipal.

1 – VOTES DES BUDGETS PRIMITIFS 2016

Avant de donner la parole à Anne-Laure BOUTEILLE, rapporteur du dossier, M. le Maire rappelle le calendrier budgétaire qui est celui d'un vote du budget avant la fin de l'année, après le Débat d'Orientation Budgétaire du 12 novembre et le débat public du 26 novembre dernier et la commission budget du 7 décembre dernier, pour une organisation optimale de l'exécution budgétaire tout au long de l'année 2016.

Il indique ensuite que le budget 2016 développe les priorités affichées lors du débat d'orientation budgétaire.

Au regard du contexte économique national et de la baisse des dotations de l'État, la ville apportera une grande vigilance aux dépenses de fonctionnement tout en maintenant un service public de qualité.

Le maintien des taux de la fiscalité locale pour la 20ème année consécutive illustre la volonté de la municipalité de contenir la pression fiscale.

La poursuite du désendettement reste une volonté et un objectif important. Le recours à l'emprunt sera modéré, il sera inscrit à un niveau inférieur au remboursement de l'annuité en capital.

Le travail engagé dans le cadre de l'aménagement des rythmes scolaires sera poursuivi afin de garantir aux familles des activités périscolaires de qualité.

Une actualisation de l'Agenda 21 est prévue et des moyens budgétaires seront dégagés pour accompagner les projets portés par les jeunes Crestois.

Le programme d'investissement pour 2016 prévoit 5 axes :

- les travaux d'aménagement et d'urbanisme, avec la poursuite de la rénovation des rues Henri Grand/Sadi Carnot, la poursuite de la rénovation de la rue Driss Chraïbi par l'enfouissement des réseaux secs, les travaux d'aménagement des berges de la Drôme, la révision du PLU, l'assistance architecturale pour la passerelle Pont Mistral
- L'éducation, avec la réfection des toitures dans les écoles A.Pierjean, Chandeneux et Royannez, le renouvellement du mobilier et du matériel informatique
- La poursuite du déploiement de la vidéo-protection, avec l'installation de nouvelles caméras
- Les bâtiments, avec des travaux d'accessibilité, le lancement d'une étude portant sur l'aménagement de l'ex-caserne des pompiers, l'aménagement du gymnase Chareyre et des travaux de sécurisation à la Tour
- La lutte contre les inondations, avec la poursuite des travaux de création de bassins de rétention à St Antoine et l'acquisition d'un terrain à Mazorel

Anne-Laure BOUTEILLE indique que l'essentiel de la présentation portera sur le budget général. Les trois budgets annexes : Le budget de l'Eau, le budget de l'Assainissement, et le budget de la Régie de la Tour, seront ensuite plus brièvement exposés dans cet ordre.

1 – Le budget général

Il s'élève à :

- 8 388 500 € en dépenses et recettes de fonctionnement
- 2 300 400 € en dépenses et recettes d'investissement.

A-Fonctionnement : Recettes

Chapitre 013 - atténuation des charges (196 000 €)

Chapitre 042 - opérations d'ordre de transfert entre sections (6 600 €)

Chapitre 70 - produits des services du domaine et ventes diverses (345 500 €)

Ce chapitre regroupe l'ensemble des redevances perçues par la ville (restauration scolaire, saison

culturelle, occupation du domaine public). On note une évolution des recettes liées à la restauration scolaire dont la fréquentation est croissante (article 7067)

Chapitre 73 - impôts et taxes (5 908 200 €)

Pour la 20ème année consécutive, les taux de la fiscalité locale seront maintenus comme en 2015, soit :

- 16,48 % - taxe d'habitation (TH)
- 17,96 % - taxe foncier bâti (TFB)
- 48,17 % - taxe foncier non bâti (TFNB)

Le projet de budget est élaboré sur la base d'une progression des bases des recettes fiscales. Faisant preuve de prudence mais aussi de confiance, la municipalité espère une augmentation des bases de la fiscalité

Chapitre 74 - dotations et participations (1 829 700 €)

Aucune marge de manœuvre sur ce chapitre

En effet, les dotations de l'État baissent encore cette année de 7 %, ce qui représente par rapport à nos notifications reçues en 2015, une baisse de nos recettes de 105 700 €.

Chapitre 75 - autres produits de gestion courante (85 500 €)

Chapitre 76 - produits financiers (2000 €)

Chapitre 77 - produits exceptionnels (15 000€)

B-Fonctionnement : Dépenses

Pour tenir compte de nos contraintes sur les recettes, les dépenses de fonctionnement font l'objet d'une grande vigilance.

Chapitres 011 - charges à caractère général (1 989 400 €)

Celles-ci restent maîtrisées. Elles regroupent essentiellement :

- d'une part, toutes les dépenses nécessaires au fonctionnement de la collectivité, comme les frais de chauffage, d'électricité, de carburant..., l'entretien des bâtiments communaux et celui de la voirie, la gestion des services tels la restauration scolaire.
- d'autre part, certaines actions menées par la municipalité parmi lesquelles on peut citer : l'Agenda 21, la saison culturelle, la fête médiévale, les animations en centre ville, l'organisation d'un salon "alternance/apprentissage", la bourse aux permis de conduire, le CMJ, l'adhésion pour le label ville et métiers d'art

Chapitre 012 - charges de personnel et frais assimilés

- Ce chapitre, d'un montant total de 3 671 500 € affiche une progression de 2,94 % pour tenir compte de l'évolution de carrière des agents, de certaines charges salariales et patronales (CNRACL, URSSAF) et les cotisations d'assurance liées au personnel.

- Une démarche de formation sera poursuivie par le recrutement d'un troisième apprenti.

- En ce qui concerne la sécurité et la tranquillité publiques, il est également prévu, dans le courant du deuxième semestre, le recrutement d'un maître chien ainsi que le renfort de l'équipe de police municipale pendant l'été.

Chapitre 014 - atténuation de produits (325 400 €)

Chapitre 023 - virement à la section d'investissement (100 000 €)

Chapitre 042 - opérations d'ordre de transfert entre sections (229 200 €)

Chapitre 65 - autres charges de gestion courante(1 647 200 €)

A ce chapitre sont inscrites la contribution au service incendie, l'action menée dans le cadre de l'animation sociale, la participation aux frais de fonctionnement de la médiathèque.

Ce chapitre affiche également le soutien aux associations, en particulier le maintien de la subvention allouée au CCAS pour mener à bien toutes les actions sociales et familiales mises en place sur le territoire de la commune.

Chapitre 66 - charges financières (375 600 €)

Grâce à la politique de désendettement engagée, les frais financiers sont en baisse.

Chapitre 67 - charges exceptionnelles (40 800 €)

Chapitre 68 - dotations aux amortissements et provisions (9 400 €)

Malgré une nouvelle baisse des dotations de l'État, précédemment évoquée, l'autofinancement, pour les recettes de la section d'investissement, est identique à celui inscrit en 2015 de 100 000 €.

C- Investissement : Recettes

Chapitre 13 - les subventions d'investissement (406 200 €)

Il s'agit des subventions perçues, dont celles de l'État (dont la réserve parlementaire) et celles des autres collectivités (Département, Région)

Chapitre 16 - L'emprunt

Le recours à l'emprunt reste modéré : 850 000 € (montant identique à celui de 2015) :

- pour tenir notre engagement de désendettement en empruntant moins que le montant de l'annuité du capital remboursé

- grâce à l'autofinancement dégagé de la section de fonctionnement : 100 000 €

Chapitre 024 - Produit des cessions d'immobilisation (525 000 €)

Celui-ci concerne essentiellement la vente d'immeubles bâtis et non bâtis.

Chapitre 10 - Dotation, fonds divers et réserves (190 000 €)

Il s'agit des dotations composées du FCTVA (Fonds de Compensation de la TVA) et de la taxe d'aménagement.

D-Investissement : Dépenses

Les dépenses d'investissement sont maintenues à un bon niveau d'équipement pour tenir compte du développement de la ville.

Chapitre 16 – Remboursement d'emprunts et de dettes

C'est sur ce chapitre qu'apparaît le remboursement du capital de la dette. Cette année le remboursement est de 955 000 €.

Chapitre 20 - Les immobilisations incorporelles (112 800 €)

Il s'agit des frais d'études concernant la révision du PLU, l'assistance architecturale de la passerelle pont Frédéric Mistral, l'étude urbaine quartier de la Gare, un relevé et un programme pour l'ex caserne des sapeurs-pompiers).

Chapitre 204 - Les subventions d'équipements versées (186 600 €)

Sur ce chapitre sont inscrites les subventions versées pour la rénovation de façades et la participation aux travaux d'enfouissement des réseaux secs de la rue Driss Chraïbi.

Chapitre 21 - Les immobilisations corporelles (308 900 €)

Ce chapitre est consacré aux acquisitions foncières, dont le solde d'acquisition d'un terrain à St Antoine pour la création des bassins de rétention et l'acquisition d'un terrain à Mazorel pour la protection contre les inondations

Figurent aussi sur ce chapitre les acquisitions mobilières pour l'équipement des services dont l'acquisition d'une balayeuse/laveuse ainsi que le renouvellement du matériel informatique et mobilier des écoles

Le déploiement de la vidéo-protection sera poursuivi avec l'installation de nouvelles caméras, l'acquisition de nouveaux gilets pare-balles, selon les normes actuelles, est aussi prévue.

Chapitre 23 - Immobilisations en cours (725 100 €)

Dans ce chapitre, se retrouvent les principales actions d'investissement prévues :

la poursuite de l'aménagement rues Henri Grand/Sadi Carnot, la poursuite des travaux de création de bassins de rétention à St Antoine, la poursuite des travaux de voirie dans le cadre du bail voirie, la rénovation de la fontaine du square + statue du gisant mourant, la réfection de toiture dans les écoles : Chandeneux -A.Pierjean et Royannez, l'aménagement de l'ancien gymnase Chareyre, les

travaux de sécurisation à la Tour, les travaux d'accessibilité et la voie navigable dans la Drôme

2 – Le budget de l'Eau

Il s'élève à :

- 375 200 € en dépenses et recettes d'exploitation
- 233 700 € en dépenses et recettes d'investissement

Au 1er juillet 2015, de nouveaux contrats de délégations de services publics (DSP) ont été signés pour l'eau mais aussi l'assainissement.

En investissement, il est prévu des travaux d'amélioration du réseau, particulièrement, la poursuite des renouvellements de branchements d'adduction d'eau potable

3 – Le budget de l'Assainissement

Il s'élève à :

- 216 600 € en dépenses et recettes d'exploitation
- 192 600 € en dépenses et recettes d'investissement

Concernant l'investissement, une étude de diagnostic sur l'ensemble du réseau d'assainissement des eaux usées sera programmée. Elle sera menée dans le cadre d'un groupement de commandes composé de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans et des autres communes concernées (Eurre- Divajeu).

4 – Le budget de la Régie de la Tour

Il s'élève à :

- 283 100 € en dépenses et recettes d'exploitation
- 35 100 € en dépenses et recettes d'investissement

Pour 2016, un accent particulier sera mis sur la promotion de ce site en développant les moyens de communication.

Monsieur le Maire indique que des discussions sont engagées avec le Département pour mieux articuler la promotion des trois châteaux de la Drôme avec celle de la Tour

Le budget consolidé des 3 budgets de la ville s'établit comme suit :

- | | |
|------------------|--------------|
| – Commune | 10 688 900 € |
| – Eau | 608 900 € |
| – Assainissement | 409 200 € |

Soit un total de 11 707 000 €

Le budget de la Régie de la Tour, ayant l'autonomie financière, ne peut être consolidé.

Monsieur le Maire fait ensuite une présentation fonctionnelle du budget de la commune, laquelle permet d'appréhender les différentes fonctions et une meilleure lisibilité des actions :

- Sécurité et salubrité publique	595 900 €
- Enseignement et formation	1 078 500 €
- Culture	697 900 €
- Sport et jeunesse	78 000 €
- Interventions sociales et santé, famille	1 073 200 €
- Logement	31 000 €
- Aménagement et services urbains, environnement	2 209 200 €
- Action économique	110 700 €
- Services généraux	2 684 800 €

Cette fonction représente toutes les dépenses non ventilées ou non affectées.

La présentation du budget terminée, Monsieur le Maire ouvre le débat.

Samuel ARNAUD, prend la parole, il tient à nouveau à saluer le calendrier budgétaire permettant un vote avant le 1^{er} janvier pour une meilleure lisibilité, mais il regrette qu'il n'y ait qu'un vote binaire pour ou contre, alors qu'il n'est pas en désaccord avec toutes les propositions faites dans le budget.

Il revient d'abord sur le débat public, et fait remarquer qu'il est intéressant d'avoir les détails du budget sous la forme d'un power-point.

Il rappelle que le désengagement de l'Etat, est une vérité mais il faut aussi parler du désengagement du département, notamment sur le sujet de la prévention spécialisée. Il faut que la commune soit vigilante.

Il est important de ne pas détacher les travaux de la ville de ceux de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans.

Sur le centre aquatique, un travail est mené à l'intercommunalité, le projet se rapproche plus d'une piscine quatre saisons.

Il revient sur les points positifs qu'il a relevé dans ce budget avant de faire état de ceux qu'il ne partage pas.

Pour les points positifs, il cite quelques exemples, le maintien des taux d'imposition de la ville et exprime sa vigilance sur les taux intercommunaux, la poursuite de l'action sur le périscolaire qui est de qualité, l'initiative sur le salon de l'apprentissage et de l'alternance, la solution trouvée pour le relogement des Restaurants du Coeur, la réfection de la Fontaine du Square de la Résistance qui est une bonne chose pour notre patrimoine, le lancement du chantier de restructuration du quartier Armorin qui est essentiel pour notre ville, le plan de travaux pour améliorer l'accessibilité de nos bâtiments publics est une bonne nouvelle, il est heureux d'entendre qu'une étude va être menée sur la restauration collective et souhaite être associé à cette réflexion ...

Il s'exprime ensuite sur les points du budget qui ne lui conviennent pas,

-Sur la politique sociale et l'absence d'évolution d'augmentation de la subvention du CCAS et de Crest'Actif.

-Pour lui, il manque un projet ambitieux sur le centre ville.

-Sur la passerelle entre Eden et Soubeyran il trouve dommage que cette possibilité ne soit pas retenue, certes plus chère.

-Sur l'absence de trottoir dans des parties de la Ville. A côté des travaux menés entièrement dans des quartiers en sous sol et surface il faut une réflexion pour avancer dans toute la ville sur l'ensemble territoire.

- La prise en compte insuffisante des besoins des associations en terme de locaux et d'équipements.
- Le manque de moyens dédié à notre patrimoine et à la Tour de Crest.
- Une ambiguïté sur la caserne des pompiers il demande des clarifications sera-t-elle cédée ou restera-t-elle dans le patrimoine de la commune.
- Des dépenses de communications trop importantes.
- Il rappelle son désaccord sur le mode de gestion de certains services comme la gestion de la restauration scolaire et la gestion des foires et marchés.
- L'absence dans le budget, d'une planification pour éradiquer le plomb dans les réseaux d'eau potable.
- Un service de transport à la demande qui ne correspond pas à l'enjeu actuel du transport pour le territoire.
- Et une fête médiévale qui représente une dépense trop importante au regard des retombées économiques et l'implication des associations locales dans l'organisation.

Il indique enfin que pour ce mandat leur groupe avait quatre grandes priorités : l'économie, le centre ville, la restauration collective et le transport.

S'il partage certains points sur le budget présenté, ce dernier ne répond pas aux attentes dans leur ensemble, c'est pourquoi son groupe votera contre le budget.

Monsieur le Maire, rappelle que le débat public sur le budget n'est pas un «show » comme il a pu le lire, mais une réunion ouverte, technique, interactive, lors de laquelle sont expliquées et débattues avec la population les orientations budgétaires pour l'année à venir.

Monsieur le Maire apporte ensuite quelques éléments de réponses à Samuel ARNAUD.

- Sur l'évolution de la dotation globale de fonctionnement (financement de l'Etat), la baisse est de 80 000 euros entre 2015 et 2016.
 - Sur le Département, il indique qu'une solution est en cours d'élaboration pour la prévention spécialisée. Le Département a annoncé son orientation de renforcer ses interventions dans des opérations d'investissements : les travaux liés à la protection contre les inondations, la passerelle mistral ...
 - L'idée de la passerelle entre l'Eden et Soubeyran ne règle pas le problème de circulation des vélos et des piétons sur le pont Frédéric Mistral.
 - Les coûts ne sont pas les mêmes. Il est autant justifiable et démontrable de demander au département d'assurer la co-maitrise d'ouvrage et de financer l'essentiel du chantier de la passerelle si elle est accolée au pont.
 - Sur la question des trottoirs, des opérations sont prévues Chemin Saint Vincent, à la Montée Saint Antoine et à l'Avenue des Trois Becs.
 - Sur le projet de centre d'art, Monsieur DUVERT doit acquérir un tiers du rez de chaussé et un tiers du premier étage. Un accord sur le prix est trouvé pour cette division. Une négociation est en cours pour la vente du premier étage dans son intégralité.
 - Concernant la politique sociale, il y a eu un débat d'intérêt communal pas si ancien, consacré au CCAS.
 - Pour ce qui est des branchements d'eau potable, l'augmentation des dépenses dans le budget de l'eau est liée aux analyses menées.
 - En ce qui concerne les dépenses de communication, il y aura des initiatives importantes en 2016 avec l'actualisation de l'Agenda 21.
 - Le centre aquatique est un projet important auquel la Ville tient. Ce projet est mené dans le respect des moyens d'un territoire comme le nôtre, dans la philosophie de ce que la ville de Crest avait préparé, et ce projet à une vocation multiple, sportif, scolaire et touristique.
- Il faut soutenir un tourisme permettant un développement économique de l'ensemble du territoire.

Béatrice REY apporte quelques éléments pour le centre aquatique.Elle rappelle que le projet retenu aujourd'hui est très proche du projet travaillé par la Ville de Crest, mis à part le restaurant.

Le Maire rappelle que la municipalité n'est pas atteinte de la folie des grandeurs et ne l'a jamais

été.

Michèle LENNON prend à son tour la parole.

Elle demande si la dette va baisser pour le premier janvier ou au premier janvier de l'année prochaine.

Monsieur le Maire lui rappelle que la dette baisse à géométrie constante et précise qu'une part de la dette qui était auparavant sur la ZAC de la Condamine est reprise par le budget général de la ville.

Michèle LENNON observe que les investissements dans le budget de l'eau 2016 baisse.

Elle demande s'il est prévu et donc inscrit dans le budget le renouvellement des branchements, car ce sont des investissements à faire.

Monsieur le Maire répond qu'il y a dans ce budget une marge qui permet le remplacement d'un certains nombre de branchements.

Selon le nombre de branchements à remplacer il pourra y avoir un ajustement du budget de l'eau dans le courant de l'année.

Michèle LENNON constate que la ligne "fêtes et réceptions" augmente.

Elle pose ensuite la question de l'aménagement et de l'organisation de la circulation aux extrémités du pont Frédéric Mistral.

Elle s'étonne que des travaux contre les inondations soient déjà prévus pour le centre aquatique avant que cela soit acté.

Pour elle, il serait préférable de reconstruire un bâtiment neuf pour les Restaurants du Coeur que d'utiliser la vieille carcasse du gymnase Chareyre, avec les 150 000 euros qui doivent être investis.

Monsieur le Maire lui fait remarquer qu'on ne peut pas construire de nouveau bâtiment pour cette somme.

Sur les fêtes et cérémonies, une modification comptable est effectuée à la demande de la trésorerie. Soixante deux analyses ont déjà été menées pour répondre à des demandes d'administrés souhaitant connaître la teneur en plomb dans l'eau de leur domicile.

Hélène BERTAU ne comprend pas la démarche effectuée et indique qu'il y a des quartiers entièrement raccordés avec des branchements en plomb qui sont connus, comme le quartier Saint Antoine. Il faut informer tous les clients de la SDEI pour qu'il fassent attention.

Monsieur le Maire lui indique que le message du site internet de la ville a été modifié pour mieux informer la population.

Au cours des prochains mois, la ville va écrire à l'ensemble des abonnés potentiellement concernés, par tranche d'environ cent clients du service de l'eau, pour leur proposer une analyse. Ensuite des travaux seront réalisés si nécessaire.

Monsieur le Maire revient sur la question des débouchés de part et d'autre du pont et indique qu'ils seront travaillés avec le département.

Les travaux de bassins de rétentions sont utiles indépendamment du centre aquatique, et s'inscrivent dans une démarche de prévention des inondations, notamment pour le camping.

Samuel ARNAUD revient sur la passerelle, et ne comprend pas ce qui empêche le département de cofinancer une passerelle détachée du Pont Mistral.

Monsieur le Maire lui répond que le Pont Frédéric Mistral est un ouvrage départemental.

La comaitrise d'ouvrage est justifiable pour un projet accolé à un ouvrage départemental.

Si la passerelle est détachée la traversée du Pont Mistral n'est pas résolu et il existe aucune légitimité à la réalisation d'une comaitrise d'ouvrage.

Samuel ARNAUD considère qu'il y a une légitimité à réaliser une passerelle reliant Soubeyran au centre ville. Pour lui il serait judicieux de construire deux passerelles.

Monsieur le Maire lui dit qu'il ne faut pas additionner les passerelles, car cela coûte pour la collectivité. Quand il y a une solution sur le plan fonctionnel plus intelligente qui coûte moins cher et davantage aidée par les collectivités extérieures, c'est vers cette solution que l'on se dirige. Il rappelle qu'il convient de gérer convenablement les recettes et dépenses de la ville.

Jean-Pierre POINT précise qu'un bureau d'étude a chiffré au mètre linéaire les projets. Cent cinquante mètres séparent le pont et l'espace Soubeyran. La passerelle accolée résout des problèmes plus importants sur le pont qui sont ceux de la circulation piétons/vélos.

Hélène BERTAU souhaiterait lire le budget croisé par fonction avant la présentation au Conseil municipal et souhaiterait que lui soit communiquée un document concernant les différents emprunts, leur dates et les échéances restant à payer.

Monsieur le Maire lui répond que c'est pour des questions de saisies fonctionnelles et lui rappelle que ces documents sont consultables en Mairie en amont du Conseil municipal. Mais ces demandes seront prises en compte pour le prochain budget prévisionnel.

M.le Maire clôt le débat et met le vote des budgets aux voix :

Budget de la commune :

VOTANTS 29 – EXPRIMES 27 – POUR 23 – CONTRE 4 – Adopté

Budget de l'Eau :

VOTANTS 29 – EXPRIMES 27 – POUR 23 – CONTRE 4 – Adopté

Budget de l'Assainissement :

VOTANTS 29 – EXPRIMES 27 – POUR 23 – CONTRE 4 – Adopté

Budget de la Régie de la Tour : VOTANTS 29 – EXPRIMES 29 – POUR 25 – CONTRE 4 – Adopté

2 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS POUR L'ANNÉE 2016

Gisèle CELLIER, rapporteur du dossier, rappelle que pour soutenir la vie associative locale qui participe de la qualité de la vie et de l'animation économique, touristique, culturelle, sportive, la ville apporte un soutien actif auprès des associations tant par le versement des subventions annuelles que par la mise à disposition de bâtiments, de matériels et de personnels. Le Conseil municipal devra délibérer sur le montant des subventions allouées aux associations pour l'année 2016.

Nhan NGUYEN présente la délibération concernant les subventions aux associations relevant du domaine de la Culture et du Patrimoine.

Jean-Marc MATTRAS présente ensuite la délibération concernant les subventions aux associations relevant du domaine scolaire.

Audrey CORNEILLE présente la délibération concernant les Subventions aux associations relevant du domaine économique.

Anne-Marie CHIROUZE Subventions aux associations relevant du domaine social.

Gisèle CELLIER présente la délibération concernant subventions aux associations relevant de la vie associative.

Romain GIRAUD présente la délibération concernant les subventions aux associations relevant du

domaine sportif.

Hélène BERTAU demande pourquoi apparaît dans le projet de délibération la formule «*les conventions à intervenir avec les associations percevant une subvention annuelle supérieure à 23 000 €* ».

Monsieur le Maire lui répond que quand la subvention est supérieure ou égale à 23 000 euros une convention est nécessaire, c'est la loi.

Samuel ARNAUD demande pourquoi des subventions ne sont pas ou qu'en partie attribuées comme pour FUTURA et Les Envolières.

Michèle LENNON demande des précisions concernant AIRE.

Monsieur le Maire lui précise que certains dossiers ne sont pas encore arrivés et qu'ils seront examinés lors d'un Conseil municipal ultérieur, c'est le cas pour Futura, Les Envolières et AIRE.

Les 6 délibérations sont mises au vote :

"Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 1611.4,

Considérant la nécessité de valoriser l'effort des associations envers la commune,

Vu l'avis de la commission « Budget » du 4 décembre 2015,

Après en avoir délibéré,

APPROUVE le document récapitulatif des subventions accordées pour l'année 2016 aux associations.

AUTORISE M. le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à ce dossier, et notamment les conventions à intervenir avec les associations percevant une subvention annuelle supérieure à 23 000 €.

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 6574 du budget communal."

Subventions aux associations relevant du domaine de la Culture et du Patrimoine :

CULTURE ET PATRIMOINE	Exercice 2015	Exercice 2016
A P O S S	1 000	1 000
A P O S S (FESTIVAL DE MUSIQUE SACREE)	1 800	1 800
AMIS DE L'ORGUE DU TEMPLE – AMOTEC	1 000	1 000
CHORALE DES 2 VALLEES	200	200
ECOLE DE MUSIQUE ET DE DANSE	38 700	38 700
FESTIVAL DE LA VALLEE DE LA DROME	25 000	25 000
FESTIVAL DE LA VALLEE DE LA DROME : CONCOURS	1 500	1 500
FUTURA	3 000	1 000
LA TOISON D'ART	950	950
LES ENVOIRES	500	0
PATOISANTS DE LA VALLEE	200	200
SAOU CHANTE MOZART	4 000	4 000
UNION SYMPHONIQUE ET CULTURELLE (OPERA ET CHATEAUX)	3 000	3 000
UNION SYMPHONIQUE ET CULTURELLE (NUITS FOLKLORIQUES)	11 000	11 000
CINEMA EDEN	23 000	23 000
LES ALEXANDRAINS	0	150
UNIVERSITE POPULAIRE DU VAL DE DROME	200	200
ZAZIE 7	0	150
TOTAL	115 050	112 850

Jean-Pierre POINT et Gisèle CELLIER ne prennent pas part au vote
VOTANTS 29 – EXPRIMES 27 – POUR 27 – CONTRE 0 – Adoptée

Subventions aux associations relevant du domaine scolaire :

SCOLAIRE	Exercice 2015	Exercice 2016
ARMORIN : FOYER SOCIO EDUCATIF	500	500
ASSOCIATION SPORTIVE IMMACULEE	300	
COLLEGE REVESZ-LONG : FOYER SOCIO EDUCATIF	500	500
COMITE DEPART. PREVENTION ROUTIERE	160	160
F.C.P.E PRIMAIRE ET MATERNELLE	70	0
F.C.P.E SECONDAIRE	70	70
PEEP DE CREST	140	0
PEP SRA	50	50
SOU DES ECOLE LAIQUES	900	900
TOTAL	2 690	2 180

VOTANTS 29 – EXPRIMES 29 – POUR 29 – CONTRE 0 – Adoptée à l'unanimité

Subventions aux associations relevant du domaine économique :

ECONOMIE	Exercice 2015	Exercice 2016
U.C.I.A	6 000	6 000
TOTAL	6 000	6 000

VOTANTS 29 – EXPRIMES 29 – POUR 29 – CONTRE 0 – Adoptée à l'unanimité

Subventions aux associations relevant du domaine social :

SOCIAL	Exercice 2015	Exercice 2016
A l'ombre de la Tour	200	200
ACTES	250	250
Aide à Domicile en milieu Rural	300	300
AIRE	2 500	0
Amicale pour le don du Sang	250	250
APAJH (Association pour les Adultes et Jeunes Handicapés de la Drôme)	200	200
Conférence St Vincent de Paul	700	400
FNATH	150	150
Les Amis de Rochecourbe	200	200
REMAID	800	800
Secours Catholique	400	400
Secours populaire	300	300
Sœurs Clarisses Ste Claire	250	250
Zimboum 26	200	200
Vestiaires Inter œuvres	200	200
UNICEF	0	200
TOTAL	6 900	4 300

VOTANTS 29 – EXPRIMES 29 – POUR 29 – CONTRE 0 – Adoptée à l'unanimité

Subventions aux associations relevant de la vie associative :

VIE ASSOCIATIVE	Exercice 2015	Exercice 2016
A.C.C.A. de Crest	300	300
Accueillir à Crest	160	160
CLAP	610	610
Comité d'entente des Anciens combattants	610	610
Comité de Jumelage	920	920
Comité des fêtes	21 000	21 000
Confrérie de la Défarde	200	200
Eclaireuses et Eclaireurs Unionistes	160	160
Ecole des Jeunes Sapeurs - Pompiers	3 050	3 050
Femmes et enfants d'ailleurs	200	200
Groupement d'Entraide du Personnel Municipal	13 000	13 000
Radio Saint Ferréol	800	800
ASPA refuge ST Roch	200	200
TOTAL	41 210	41 210

Gisèle CELLIER et Serge INCHELIN ne prennent pas part au vote.
VOTANTS 29 – EXPRIMES 27 – POUR 27 – CONTRE 0 – Adoptée

Subventions aux associations relevant du domaine sportif :

SPORT	Exercice 2015	Exercice 2016
Aikido Crest	400	400
Amicale pétanque Crestoise	300	300
Association Nanbudo Crest	400	400
Association Sportive Armorin	600	600
Association Sportive de l'ensemble Saint-Louis	600	600
Association Sportive du collège Revesz-Long	600	600
Club Alpin de Crest Val de Drôme	700	700
Crest Judo	1 800	1 800
Crest Twirling	500	500
Entente Crest Aouste de football	3 500	3 500
Entente Sportive Boules Val de Drôme	900	900
ESCVD Crest Livron Loriol	1 500	1 500
Tennis Club de Crest	1 500	1 500
Union Sportive Crestoise	1 600	1 600
USC Basket Crest Saillans	3 500	3 500
USC Cyclisme	1 700	400
USC Cyclotourisme	400	400
USC Gymnastique	1 800	1 800
USC Haltérophilie	2 500	2 500
USC Moto Club Crestois	500	0
USC Neiges et cimes	850	850
USC Rugby	3 500	3 500
USC Tour et Détours	500	500
Yamato Kan	400	400
USC Entente Tennis de Table	500	500
TOTAL	31 050	29 250

Yvan LOMBARD, Serge INCHELIN et Caryl FRAUD ne prennent pas part au vote.
VOTANTS 29 – EXPRIMES 26 – POUR 26 – CONTRE 0 – Adoptée

3 - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION

ESCRIME VALLÉE DE LA DRÔME

Romain GIRAUD rapporteur du dossier, rappelle à l'assemblée, qu'afin de soutenir les initiatives qui concourent à l'animation économique, sociale, culturelle, sportive ou touristique de la commune, il est proposé d'accorder une subvention exceptionnelle à l'association Escrime Vallée de la Drôme pour l'aider à financer le déplacement des quatre représentants du club et de leur maître d'armes lors du circuit national junior d'escrime qui s'est déroulé les 21 et 22 novembre 2015, à Dijon.

La délibération est mise au vote :

"Le rapporteur informe l'assemblée que l'association « Escrime Vallée de la Drôme » a participé au circuit national junior d'escrime qui s'est déroulé le 21 et 22 novembre 2015, à Dijon.

Quatre tireurs accompagnés de leur maître d'armes ont représenté l'association, lors de ces deux jours de compétition. Cette participation a engendré des frais de déplacement, d'hôtellerie et de restauration pour le club.

L'association « Escrime Vallée de la Drôme » sollicite donc la Ville de Crest pour l'obtention d'une subvention exceptionnelle pour l'aider à financer le déplacement des quatre représentants du club et de leur maître d'armes lors de ces deux jours de compétition.

Le Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 1611.4,

Vu la délibération du 19 décembre 2014 approuvant le budget primitif 2015,

Vu la demande de subvention de l'association « Escrime Vallée de la Drôme » afin de financer le déplacement de cinq personnes dans le cadre du circuit national junior d'escrime.

Considérant l'intérêt qu'il y a à valoriser les actions qui concourent à l'animation et au développement sportif, culturel, touristique et éducatif de la commune,

Vu l'avis de la commission « Budget » du 4 décembre 2015,

Après en avoir délibéré,

DECIDE d'accorder une subvention exceptionnelle à l'association « Escrime Vallée de la Drôme » d'un montant de 300 euros.

AUTORISE M. le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 6574 du budget de la ville."

VOTANTS 29 – EXPRIMES 29 – POUR 29 – CONTRE 0 – Adoptée à l'unanimité

4 - DECISIONS MODIFICATIVES – EXERCICE 2015

-Budget de la commune décision modificative n°5-Exercice 2015 :

Anne-Laure BOUTEILLE rapporteur du dossier indique à l'assemblée, qu'il convient de procéder à des ajustements comptables.

Concernant la section de fonctionnement par :

-l'inscription d'un complément de crédit pour l'entretien des bâtiments, l'entretien du matériel au chapitre 011

-une régularisation de crédit, suite à une double inscription budgétaire, pour l'encaissement et le reversement de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères à la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans aux articles 62876, dépenses et 7331, recettes.

-l'inscription des crédits nécessaires, d'une part au montant prélevé pour abonder le FPIC (Fonds de péréquation ressources intercommunales et communales) et d'autre part le montant encaissé pour ce fonds, aux articles 73925, dépenses et 7325, recettes.

Concernant la section d'investissement, par l'inscription d'un crédit pour le remplacement d'un

réfrigérateur à la salle Coloriage au chapitre 21 (dépenses)

La délibération est mise au vote :

Samuel ARNAUD, Hélène BERTAU, Alain BÂTIE et Laure BELLET ne prennent pas part au vote.

"Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2311.1, L 2312.1 et L 2312.2,

Vu la délibération du 19 décembre 2014 approuvant le budget primitif de la ville de Crest pour l'exercice 2015,

Vu la délibération du 20 mars 2015 approuvant la décision modificative n° 1 de la ville de Crest - exercice 2015

Vu la délibération du 26 juin 2015 approuvant le budget supplémentaire de la ville de Crest pour l'exercice 2015

Vu la délibération du 28 septembre 2015 approuvant la décision modificative n° 2 de la ville de Crest - exercice 2015

Vu la délibération du 12 novembre 2015 approuvant la décision modificative n° 3 de la ville de Crest - exercice 2015

Vu la délibération du 12 novembre 2015 approuvant la décision modificative n° 4 de la ville de Crest - exercice 2015

Considérant la nécessité de procéder aux modifications de crédits telles que figurant dans le tableau ci-après pour faire face, dans de bonnes conditions, aux opérations financières et comptables, notamment :

– Pour la section de fonctionnement :

- *Au chapitre 011, un complément de crédit pour l'entretien des bâtiments, l'entretien du matériel*
- *Aux articles 62876, dépenses et 7331 recettes, une régularisation de crédit, suite à une double inscription budgétaire, pour l'encaissement et le reversement de la TEOM à la 3CPS*
- *Aux articles 73925, dépenses et 7325, recettes, les crédits nécessaires, d'une part au montant prélevé pour abonder le FPIC (Fonds de péréquation ressources intercommunales et communales) et d'autre part le montant encaissé pour ce fonds*

– Pour la section d'investissement

- *Au chapitre 21 (dépenses) un crédit pour le remplacement d'un frigo à la salle Coloriage*

Le Conseil Municipal,

Vu l'avis de la commission "budget" du 4 décembre 2015

Après en avoir délibéré,

ADOpte la décision modificative n° 5 telle que figurant dans le tableau ci-joint et relative au budget de la commune."

Ville de CREST -- BUDGET COMMUNE

Décision Modificative n° 5 – 2015

Document budgétaire n° 7 de l'exercice 2015

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES		Propositions complémentaires
011	Charges à caractère général	-679 911
60624	Produits de traitement	1 700
60628	Autres fournitures non stockées	3 000
606314	Fournitures entretien : petit matériel	7 000
611	Contrats de prestations de services	4 000
61522	Entretien et réparations : bâtiments	40 387
61558	Entretien et réparations : petit matériel	6 000
6188	Autres frais divers	8 000
6231	Annonces et insertions	1 300
62876	Remboursement au GFP de rattachement	-701 411
62876	Remboursement au GFP de rattachement	-49 887
014	Atténuations de produits	34 300
73925	Fonds de péréquation ressources intercommunales et communales – FPIC	34 300
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		-645 611

RECETTES		Propositions complémentaires
73	Impôts et taxes	-642 811
7325	Fonds de péréquation ressources intercommunales et communales – FPIC	58 600
7331	Taxe enlèvement ordures ménagères	-701 411
74	Dotations, subventions et participations	-17 300
7472	Région	-6 000
74833	Etat – compensation au titre de la CET (CVAE et CFE)	-11 300
77	Produits exceptionnels	14 500
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	4 900
7788	Produits exceptionnels divers	9 600
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT		-645 611

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES		Propositions complémentaires
21	Immobilisations corporelles	2 600
2188	Autres immobilisations corporelles	2 600
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT		2 600

RECETTES		Propositions complémentaires
021	Virement de la section de fonctionnement	2 600
10226	Taxe d'aménagement	2 600
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT		2 600

VOTANTS 29 – EXPRIMES 23 – POUR 23 – CONTRE 0 – Adoptée

-Budget de l'eau décision modificative n°2-Exercice 2015 :

Anne-Laure BOUTEILLE rapporteur du dossier indique à l'assemblée qu'il convient de procéder à des ajustements comptables concernant la section d'exploitation, par l'inscription d'un crédit pour les frais relatifs aux analyses d'eau

La délibération est mise au vote :

Samuel ARNAUD, Hélène BERTAU, Alain BÂTIE et Laure BELLET ne prennent pas part au vote.

"Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2311.1, L 2312.1 et L 2312.2,

Vu la délibération du 19 décembre 2014 approuvant le budget primitif de l'eau pour l'exercice 2015,

Vu la délibération du 26 juin 2015 approuvant le budget supplémentaire de l'eau, exercice 2015,

Vu la délibération du 28 septembre 2015 approuvant la décision modificative n° 1 de l'eau, exercice 2015

Considérant la nécessité de procéder aux modifications de crédits telles que figurant dans le tableau ci-après pour faire face, dans de bonnes conditions, aux opérations financières et comptables liées à l'activité du budget de l'eau,

- Pour la section d exploitation, un crédit pour les frais relatifs aux analyses d'eau*

Le Conseil Municipal,

Vu l'avis de la commission « Budget » du 4 décembre 2015

Après en avoir délibéré,

ADOpte la décision modificative n° 2 telle que figurant dans le tableau ci-joint et relative au budget de l'eau."

Ville de CREST -- BUDGET EAU

Décision Modificative n°2 – 2015

Document budgétaire n° 4 de l'exercice 2015

SECTION D'EXPLOITATION

DEPENSES		Propositions complémentaires
011	Charges à caractère général	3 500
628	Divers	3 500

TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION		3 500

RECETTES		Propositions complémentaires
70	Ventes produits fabriqués, prestations de services	3 500
7068	Autres prestations de services	3 500

TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION		3 500

VOTANTS 29 – EXPRIMES 23 – POUR 23 – CONTRE 0 – Adoptée

-Budget de l'assainissement décision modificative n°2-Exercice 2015 :

Anne-Laure BOUTEILLE rapporteur du dossier indique à l'assemblée qu'il convient de procéder à des ajustements comptables concernant

- la section d'exploitation par l'inscription d'un crédit pour les frais liés au contrôle, dans le cadre du SPANC, des installations existantes et à l'annulation d'un titre de recettes
- la section d'investissement par le réajustement des crédits pour les travaux d'aménagement de l'avenue Henri Grand

La délibération est mise au vote :

Samuel ARNAUD, Hélène BERTAU, Alain BÂTIE et Laure BELLET ne prennent pas part au vote.

"Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2311.1, L 2312.1 et L 2312.2,

Vu la délibération du 19 décembre 2014 approuvant le budget primitif de l'assainissement pour l'exercice 2015,

Vu la délibération du 26 juin 2015 approuvant le budget supplémentaire de l'assainissement, exercice 2015,

Vu la délibération du 28 septembre 2015 approuvant la décision modificative n° 1 de l'assainissement, exercice 2015

Considérant la nécessité de procéder aux modifications de crédits telles que figurant dans le tableau ci-après pour faire face, dans de bonnes conditions, aux opérations financières et comptables liées à l'activité du budget de l'assainissement,

- Pour la section d'exploitation : un crédit pour les frais liés au contrôle, dans le cadre du SPANC, des installations existantes et à l'annulation d'un titre de recettes*
- Pour la section d'investissement : le réajustement des crédits pour les travaux d'aménagement de l'avenue Henri Grand*

Le Conseil Municipal,

Vu l'avis de la commission « Budget » du 4 décembre 2015

Après en avoir délibéré,

ADOpte la décision modificative n° 2 telle que figurant dans le tableau ci-joint et relative au budget de l'assainissement."

Ville de CREST -- BUDGET ASSAINISSEMENT
Décision Modificative n°2 – 2015

Document budgétaire n° 4 de l'exercice 2015

SECTION D'EXPLOITATION

DEPENSES		Propositions complémentaires
011	Charges à caractère général	2 800
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	2 800
012	Charges de personnel et frais assimilés	-4 000
621	Personnel extérieur au service	-4 000
67	Charges exceptionnelles	1 200
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	1 200
TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION		0

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES		Propositions complémentaires
20	Immobilisations en cours	-7 400
2031	Etudes	-7 400
23	Immobilisations en cours	7 400
2315	Installations techniques, matériel et outillage industriel	7 400
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT		0

VOTANTS 29 – EXPRIMES 23 – POUR 23 – CONTRE 0 – Adoptée

-Budget de la Régie de la Tour décision modificative n°2-Exercice 2015 :

Il convient de procéder à des ajustements comptables concernant la section d'exploitation par l'inscription d'un complément de crédit pour les charges de personnel et plus particulièrement le paiement de cotisations rétroactives.

La délibération est mise au vote :

Samuel ARNAUD, Hélène BERTAU, Alain BÂTIE et Laure BELLET ne prennent pas part au vote.

"Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2311.1, L 2312.1 et L 2312.2,

Vu la délibération du 19 décembre 2014 approuvant le budget primitif de la Régie de la Tour pour l'exercice 2015,

Vu la délibération du 26 juin 2015 approuvant le budget supplémentaire de la Régie de la Tour, exercice 2015,

Vu la délibération du 28 septembre 2015 approuvant la décision modificative n° 1 de la Régie de la Tour, exercice 2015

Considérant la nécessité de procéder aux modifications de crédits telles que figurant dans le tableau ci-après pour faire face, dans de bonnes conditions, aux opérations financières et comptables liées à l'activité du budget de la Régie de la Tour,

- Pour la section d'exploitation : un complément de crédit pour les charges de personnel et plus particulièrement le paiement de cotisations rétroactives

Le Conseil Municipal,

Vu l'avis de la commission « Budget » du 4 décembre 2015

Après en avoir délibéré,

ADOpte la décision modificative n° 2 telle que figurant dans le tableau ci-joint et relative au budget de la Régie de la Tour."

Ville de CREST – BUDGET REGIE DE LA TOUR DE CREST

Décision Modificative n°2 – 2015

Document budgétaire n° 4 de l'exercice 2015

SECTION D'EXPLOITATION

DEPENSES		Propositions complémentaires
011	Charges à caractère général	-1 000
6231	Annonces et insertions	-1 000
012	Charges de personnel	1 000
6453	Cotisations aux caisses de retraite	1 000
TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION		0

VOTANTS 29 – EXPRIMES 23 – POUR 23 – CONTRE 0 – Adoptée

5 - DEPENSES A IMPUTER AU COMPTE 6232 « FETES ET CEREMONIES »

Anne-Laure BOUTEILLE rapporteur du dossier, annonce à l'assemblée que la commune prend sur demande de Madame le Trésorier Municipal, une délibération décidant des principales caractéristiques des dépenses à imputer au compte 6232 "fêtes et cérémonies".

La délibération est mise au vote :

"Le rapporteur informe l'assemblée que la commune doit, sur demande de Madame le Trésorier Municipal, prendre une délibération décidant des principales caractéristiques des dépenses à

imputer au compte 6232 "fêtes et cérémonies", conformément aux instructions réglementaires et aux dispositions comptables propres à cet article budgétaire.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, article D1617-19,

Vu le décret n° 2007-450 du 25 mars 2007 fixant la liste des pièces justificatives exigées par le comptable à l'appui des mandats de paiement émis pour le règlement des dépenses publiques,

Vu la commission "budget" du 4 décembre 2015,

Après en avoir délibéré,

DECIDE d'affecter les dépenses détaillées ci-dessous au compte 6232 "fêtes et cérémonies" :

- le règlement des factures de sociétés et troupes de spectacles et autres frais liés à leurs prestations ou contrats (frais d'hébergement, restauration, transport...)*
- l'acquisition de billets pour divers concerts, spectacles ou festivals*
- les feux d'artifices*
- les fleurs, bouquets, médailles et autres présents offerts à des administrés, aux élus ou agents de la collectivité à l'occasion d'événements familiaux ou professionnels*
- les dépenses concernant les manifestations et commémorations locales, nationales ou patriotiques (vin d'honneur, fleurs, médailles.....)*
- les dépenses pour les cérémonies organisées par la commune (cérémonie des vœux, les festivités du 14 Juillet, la Fête de la Musique, les Journées du Patrimoine, la Journée de la Femme, la Fête des Mères, la Fête des Voisins, Halloween, Coupe des trois collèges, fleurissement, la Soirée des Sportifs, le Forum des Associations...)"*

VOTANTS 29 – EXPRIMES 23 – POUR 23 – CONTRE 0 – Adoptée

<p style="text-align: center;">6 - CONSTITUTION D'UNE PROVISION POUR DEPRECIATION DES ACTIFS CIRCULANTS - BUDGET DE LA COMMUNE</p>

Anne-Laure BOUTEILLE rapporteur du dossier, explique à l'assemblée que, la SARL DUPRE, ancien locataire de la ville, laisse un montant de loyers impayés de 9 388,81 €. Cette société étant en liquidation judiciaire, le recouvrement de cette créance est compromis malgré les diligences faites par le comptable public

Ainsi, il est proposé de créer une provision pour dépréciation des actifs circulants afin de constituer une réserve budgétaire en cas de réalisation de ce risque.

La délibération est mise au vote :

"Le rapporteur expose à l'assemblée que la constitution d'une provision est l'une des applications comptables du principe de prudence. La prévision d'un risque qui, s'il se réalise entraînera une charge, oblige à constituer une réserve financière. Celle-ci sera ainsi supportée par le résultat de l'exercice comptable au cours duquel le risque est apparu. La réserve sera reprise lors de la réalisation du risque pour y faire face. Si ce risque s'avère inexistant, la reprise générera un gain exceptionnel pour l'exercice au cours duquel le risque aura disparu. Le régime de droit commun est celui des provisions semi-budgétaires, qui n'impacteront que la section de fonctionnement.

La SARL DUPRE, ancien locataire de la ville, laisse un montant de loyers impayés de 9 388,81 €. Cette société étant en liquidation judiciaire, le recouvrement de cette créance est compromis malgré les diligences faites par le comptable public.

Ainsi, il est proposé de créer une provision pour dépréciation des actifs circulants afin de constituer une réserve budgétaire en cas de réalisation de ce risque.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, article R 2321-3,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux communes,

Vu la commission "budget" du 4 décembre 2015,

Après en avoir délibéré,

DECIDE de constituer une provision pour dépréciation des actifs circulants, semi-budgétaire, de 9 388,81 € pour le règlement de la créance de la SARL DUPRE.

PRECISE que le montant de cette provision sera inscrit dans les dépenses réelles du budget primitif 2016, article 6817.

PRECISE que, dès que la créance sera définitivement irrécouvrable, la provision sera reprise."

Pour Michèle LENNON le risque est avéré.

Anne-Laure BOUTEILLE précise qu'en cas de rachat de la SARL DUPRE les loyers impayés seront pris en compte.

VOTANTS 29 – EXPRIMES 23 – POUR 23 – CONTRE 0 – Adoptée à l'unanimité

7 - DEMANDES DE SUBVENTION AU TITRE DE LA DETR

La Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux vise à subventionner les dépenses d'équipement des communes et EPCI à fiscalité propre, situés en milieu rural. Sont éligibles à cette dotation les opérations relevant de :

- l'adduction d'eau potable et assainissement,
- les travaux sur les bâtiments scolaires,
- la prévention contre les risques naturels des lieux habités,
- les travaux relevant de catastrophes naturelles,
- les ensembles sportifs,
- les bâtiments communaux et projets favorisant le développement ou le maintien des services publics en milieu rural,
- les projets de développement local.

Il est proposé de présenter cette année, au titre de cette dotation, six opérations d'investissement.

- Travaux de mise aux normes d'accessibilité des bâtiments communaux

Danielle LOMBARD rapporteur du dossier, indique à l'assemblée qu'en 2016, les travaux de mise en accessibilité seront concentrés sur les écoles Brassens, Royannez, Chandeneux, le restaurant scolaire et Crest Actif.

Le coût prévisionnel de cette opération s'élève à 30 000 € H.T. et peut être financée au titre de la mise aux normes d'hygiène, de sécurité et d'accessibilité des écoles primaires et maternelles.

La délibération est mise au vote :

"Le rapporteur rappelle à l'assemblée que la loi dite « loi handicap » fixait la mise en accessibilité de tous les établissements et installations recevant du public pour le 1^{er} janvier 2015. Fin 2012, seulement 30 % de ces établissements étaient accessibles. Face à ce constat, partagé par tous les acteurs, un nouveau cadre a été défini pour relancer la dynamique de mise en accessibilité de la société avec notamment une mesure majeure : la création des Agendas d'Accessibilité Programmée (Ad'AP).

A cet effet, l'ordonnance du 26 septembre 2014 fixait la date limite de dépôt de l'AD'AP au 27 septembre 2015. Mais un arrêté du 27 avril 2015 a donné la possibilité de demander une prorogation en raison des difficultés techniques et financières. Aussi, le 25 juin 2015, la ville de Crest a déposé un dossier sollicitant le délai maximum de 36 mois.

Un arrêté préfectoral du 25 août 2015 a accordé à la ville une prorogation de délai de dépôt d'AD'AP d'une durée de 18 mois.

Ce délai de prorogation donne le temps aux services et au bureau d'étude QCS Services de finaliser le projet d'AD'AP communal concernant 21 établissements recevant du public (ERP) communaux qui devrait être déposé avant juin 2016.

Le projet d'AD'AP communal porte sur 3 périodes de 3 ans avec pour objectif la mise en accessibilité des ERP les plus fréquentés dès la fin de la première période : les écoles, les salles Moulinages, Coloriage, Cassin, l'école de musique, la mairie et l'église.

En 2016, les travaux de mise en accessibilité seront concentrés sur les écoles Brassens, Royannez, Chandeneux, la cantine scolaire et Crest Actif.

Le coût prévisionnel pour cette première année s'élève à 30 000 € H.T.

Cette dépense relevant de l'une des catégories d'opérations prioritaires éligibles à la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR), pour l'exercice 2016, il est proposé de solliciter ce financement.

Le Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales articles L 2334-32 à L 2334-39 et R 2334-19 à R 2334-34,

Vu la circulaire préfectorale du 13 novembre 2015 listant les catégories d'opérations éligibles à la DETR, pour l'exercice 2016,

Considérant la nécessité de rendre accessible les établissements recevant du public communaux ,

Vu l'avis de la commission "Budget" du 4 décembre 2015,

Après en avoir délibéré,

APPROUVE la proposition de travaux ci-dessus énoncée d'un montant de 30 000,00 € HT,

SOLLICITE l'aide de l'État au titre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux, exercice 2016,

DIT que les crédits nécessaires à cette opération seront inscrits à l'article 2313 au budget de la commune, exercice 2016.

AUTORISE Monsieur le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier."

VOTANTS 29 – EXPRIMES 29 – POUR 29 – CONTRE 0 – Adoptée à l'unanimité

-Travaux de prévention contre les inondations-création de bassins de rétention quartier Saint-Antoine : 2^e tranche de travaux

Béatrice REY rapporteur du dossier rappelle à l'assemblée que le coût de référence travaux s'élève à 383 500 € H.T. Au regard du coût et du calendrier de réalisation, les travaux ont été scindés en deux tranches opérationnelles.

La deuxième tranche consistera à réaliser les aménagements périphériques (clôtures, voirie, éclairage public et espaces verts).

Le coût prévisionnel de cette opération s'élève à 91 000 H.T. et peut être financée au titre de la prévention des risques naturels des lieux habités.

La délibération est mise au vote :

"Le rapporteur rappelle que le coût de référence travaux s'élève à 383 500,00 € H.T. Au regard du coût et du calendrier de réalisation, les travaux ont été scindés en deux tranches opérationnelles.

S'agissant de la première tranche de travaux concernant le terrassement des bassins de rétention, le conseil municipal du 20 mars 2015 avait sollicité un financement au titre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR) pour l'année 2015.

La deuxième tranche consistera à réaliser les aménagements périphériques (clôtures, voirie, éclairage public et espaces verts) pour un montant de 91 000,00 € H.T.

Cette dépense relève de l'une des catégories d'opérations prioritaires éligibles à la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux , pour l'exercice 2016, il est proposé de solliciter ce financement.

Le Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales articles L 2334-32 à L 2334-39 et R 2334-19 à R 2334-34,

Vu la circulaire préfectorale du 13 novembre 2015 listant les catégories d'opérations éligibles à la DETR, pour l'exercice 2016,

Vu la délibération du 20 mars 2015 sollicitant un financement au titre de la DETR pour la première tranche de la création de deux bassins de rétention quartier Saint Antoine,

Considérant l'intérêt de cette opération dans la prévention contre les risques naturels des lieux habités,

Vu l'avis de la commission « Budget » du 4 décembre 2015,

Après en avoir délibéré,

APPROUVE la réalisation de la deuxième tranche qui consistera à l'installation de la clôture, les aménagement des espaces verts, la voirie et l'éclairage public ainsi que l'extension du réseau d'assainissement d'eau usée. Le montant hors taxe de cette tranche de travaux est de 91 000,00€ HT.

SOLLICITE l'aide de l'État au titre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux, exercice 2016, pour cette deuxième tranche opérationnelle.

DIT que les crédits nécessaires à cette opération seront inscrits à l'article 2315 au budget de la commune, exercice 2016.

AUTORISE Monsieur le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier."

VOTANTS 29 – EXPRIMES 29 – POUR 29 – CONTRE 0 – Adoptée à l'unanimité

-Aménagement d'une aire d'atterrissage pour les canoës

Romain GIRAUD rapporteur du dossier annonce à l'assemblée que cet aménagement a pour but d'une part de permettre aux canoës d'atterrir en aval du pont Frédéric Mistral sur une aire sécurisée. D'autre part, les véhicules navettes devant récupérer les canoës et kayakistes pourront accéder depuis la place de la Liberté et manœuvrer au droit de la zone d'atterrissage. A cet effet, un sens de giration sera mis en œuvre et un espace réservé pour l'implantation de tables de pique nique.

Le coût prévisionnel de cette opération s'élève à 25 000 H.T. et peut être financée au titre des ensembles sportifs.

La délibération est mise au vote :

"Le rapporteur rappelle que depuis plusieurs années les canoës ne pouvaient plus franchir le seuil du pont Frédéric Mistral et atterrir quelques mètres en aval du pont sur la rive gauche.

Cet automne, à l'occasion des travaux de consolidation des fondations des piles du pont menés par le département, la continuité de la navigabilité a été rétablie par la réorganisation de quelques rochers.

Dans le cadre de l' Agenda 21 et l'action « développer une offre touristique et de loisirs à destination des familles » la ville veut faciliter l'atterrissage des kayakistes après le pont Frédéric Mistral.

Par ailleurs, ce projet au rayonnement intercommunal contribue aux activités sportives d'eau vive de la vallée de la Drôme. Il présente aussi un intérêt pour l'initiation et le développement du sport scolaire.

L'aménagement proposé permettra, d'une part, aux canoës d'atterrir en aval du pont Frédéric Mistral sur une aire sécurisée. D'autre part, les véhicules navettes devant récupérer les canoës et kayakistes pourront accéder depuis la place de la Liberté et manœuvrer au droit de la zone d'atterrissage . A cet effet, un sens de giration sera mis en œuvre et un espace sera réservé pour l'implantation de tables de pique nique.

Cette dépense relevant de l'une des catégories d'opérations prioritaires éligibles à la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR), pour l'exercice 2016, il est proposé de solliciter ce financement.

Le Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales articles L 2334-32 à L 2334-39 et R 2334-19 à R 2334-34,

Vu la circulaire préfectorale du 13 novembre 2015 listant les catégories d'opérations éligibles à la DETR, pour l'exercice 2016,

Considérant les intérêts sportif et touristique pour la vallée de la Drôme,

Vu l'avis de la commission « Budget » du 4 décembre 2015,

Après en avoir délibéré,

APPROUVE l'aménagement d'une aire d'atterrissage sur la rive gauche de la Drôme pour un montant prévisionnel de 25 000,00 € HT.

SOLLICITE l'aide de l'État au titre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux, exercice 2016,

DIT que les crédits nécessaires à cette opération seront inscrits à l'article 2315 au budget de la commune, exercice 2016.

AUTORISE Monsieur le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier."

VOTANTS 29 – EXPRIMES 29 – POUR 29 – CONTRE 0 – Adoptée à l'unanimité

-Réutilisation de l'ancien gymnase Chareyre :

Anne-Marie CHIROUZE rapporteur du dossier indique à l'assemblée que la Ville va mettre à disposition des Restaurants du Cœur une partie de l'ancien gymnase Chareyre pour le début de la saison hivernale 2016.

La ville prévoit les travaux nécessaires à l'élévation d'un mur de séparation dans le gymnase sur toute la hauteur, la séparation des fluides (eau, électricité, téléphone) la sécurisation des ouvertures et parois translucides ainsi que le reprofilage de la zone de parking et d'accès des livraisons.

Le coût prévisionnel de cette opération s'élève à 50 000 € H.T. et peut être financé au titre des bâtiments communaux et projets favorisant le développement ou le maintien des services publics en milieu rural,

La délibération est mise au vote :

"Le rapporteur informe l'assemblée qu'il convient de procéder à la réutilisation de l'ancien gymnase Chareyre pour accueillir les Restaurants du Cœur.

Au terme de la saison 2015-2016, la ville mettra à disposition une partie de l'ancien gymnase Chareyre.

En tant que propriétaire la ville fournira un local vide clos, couvert et sécurisé. L'association aménagera le local à sa guise.

Pour cela la ville prévoit les travaux nécessaires à l'élévation d'un mur de séparation dans le gymnase sur toute la hauteur, la séparation des fluides (eau, électricité, téléphone) la sécurisation des ouvertures et parois translucides ainsi que le reprofilage de la zone de parking et d'accès des livraisons.

Le coût prévisionnel de cette opération s'élève à 50 000 € H.T. Cette dépense relevant de l'une des catégories d'opérations prioritaires éligibles à la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux, (DETR) pour l'exercice 2016, il est proposé de solliciter ce financement.

Le Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales articles L 2334-32 à L 2334-39 et R 2334-19 à R

Vu la circulaire préfectorale du 13 novembre 2015 listant les catégories d'opérations éligibles à la DETR, pour l'exercice 2016,

Considérant que cette opération participe au maintien d'un service public,

Vu l'avis de la commission « Budget » du 4 décembre 2015,

Après en avoir délibéré,

APPROUVE la proposition de travaux ci-dessus énoncée pour un montant de 50 000,00 € HT,

SOLLICITE l'aide de l'État au titre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux, exercice 2016,

DIT que les crédits nécessaires à cette opération seront inscrits à l'article 2313 au budget de la commune, exercice 2016.

AUTORISE Monsieur le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier."

VOTANTS 29 – EXPRIMES 29 – POUR 29 – CONTRE 0 – Adoptée à l'unanimité

-Rénovation des écoles :

Jean-Marc MATTRAS rapporteur du dossier explique à l'assemblée que les travaux projetés dans les écoles Charles Royannez, Claire de Chandeneux et maternelle Anne Pierjean permettront de garantir une parfaite étanchéité des bâtiments.

Le coût prévisionnel de cette opération s'élève à 60 000 € H.T. et peut être financé au titre de la mise aux normes d'hygiène, de sécurité et d'accessibilité des écoles élémentaires et maternelles.

La délibération est mise au vote :

"Le rapporteur rappelle qu'au regard du nombre important d'établissements scolaires sur le territoire communal (six écoles primaires dont une privée), l'équipe municipale a acté la mise en place d'un plan pluriannuel d'investissements tendant à la planification des chantiers d'amélioration de la sécurité et des conditions d'accueil des enfants.

L'équipe municipale, après avoir effectué le renforcement de l'étanchéité et de l'isolation des huisserie, projette d'opérer le même type d'action sur les toitures des écoles.

Ces travaux sont en cohérence avec les actions de l'Agenda 21 local en ce qui concerne l'entretien du patrimoine communal et l'amélioration des conditions d'accueil des enfants.

En effet, bien que ce bâtiment soit en bon état, la vétusté des toitures de certains établissements scolaires conduit à des infiltrations récurrentes malgré les travaux d'entretien effectués régulièrement.

Les travaux projetés dans les écoles Charles Royannez, Claire de Chandeneux et maternelle Anne Pierjean sont consécutives à des signalements récurrents des Directeurs d'écoles et permettront de garantir une parfaite étanchéité des bâtiments.

Le coût prévisionnel de cette opération s'élève à 60 000 € H.T. Cette dépense relevant de l'une des catégories d'opérations prioritaires éligibles à la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux

(DETR), pour l'exercice 2016, il est proposé de solliciter ce financement.

Le Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales articles L 2334-32 à L 2334-39 et R 2334-19 à R 2334-34

Vu la circulaire préfectorale du 13 novembre 2015 listant les catégories d'opérations éligibles à la DETR, pour l'exercice 2016,

Considérant que cette opération contribue à la mise aux normes d'hygiène et de sécurité des écoles élémentaires et maternelles,

Vu l'avis de la commission « Budget » du 4 décembre 2015,

Après en avoir délibéré,

APPROUVE la proposition de travaux ci-dessus énoncée,

SOLLICITE l'aide de l'État au titre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux, exercice 2015,

DIT que les crédits nécessaires à cette opération seront inscrits à l'article 2313 au budget de la commune, exercice 2016.

AUTORISE Monsieur le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier."

VOTANTS 29 – EXPRIMES 29 – POUR 29 – CONTRE 0 – Adoptée à l'unanimité

-Rénovation des locaux de Crest'Actif :

Jean-Marc MATTRAS indique à l'assemblée que l'accueil du public dans le hall de Crest'Actif pourrait être amélioré avec une action au niveau de l'acoustique, en installant un faux plafond et des plafonniers lumineux encastrés afin de renforcer la qualité de l'éclairage et de garantir la conformité de celui-ci par rapport à la norme accessibilité.

Le coût prévisionnel de cette opération s'élève à 30 000 € H.T. et peut être financée au titre de la construction et aménagement des bâtiments communaux.

La délibération est mise au vote :

"Le rapporteur rappelle que la salle de danse a fait l'objet d'un renforcement de l'isolation thermique ainsi qu'une mise en conformité de son éclairage. La qualité d'accueil du public dans le hall pourrait être améliorée avec une action au niveau de l'acoustique.

L'opération consiste à mettre en place un faux plafond acoustique dans le hall de Crest'Actif situé quai Bérengier de la Blache en prenant soin de positionner des plafonniers lumineux encastrés afin de renforcer la qualité de l'éclairage et de garantir la conformité de celui-ci par rapport à la norme accessibilité.

Ces travaux sont en cohérence avec les actions de l'Agenda 21 local en ce qui concerne l'entretien du patrimoine communal et l'amélioration des conditions d'accueil du public.

Le coût prévisionnel de cette opération s'élève à 30 000 € H.T. Cette dépense relevant de l'une des

catégories d'opérations prioritaires éligibles à la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR), pour l'exercice 2016, il est proposé de solliciter ce financement.

Le Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales articles L 2334-32 à L 2334-39 et R 2334-19 à R 2334-34

Vu la circulaire préfectorale du 13 novembre 2015 listant les catégories d'opérations éligibles à la DETR, pour l'exercice 2016,

Considérant que cette opération contribue à la mise aux normes d'hygiène et de sécurité des bâtiments communaux,

Vu l'avis de la commission « Budget » du 4 décembre 2015,

Après en avoir délibéré,

APPROUVE la proposition de travaux ci-dessus énoncée pour un montant de 30 000,00 € HT

SOLLICITE l'aide de l'État au titre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux, exercice 2015,

DIT que les crédits nécessaires à cette opération seront inscrits à l'article 2313 au budget de la commune, exercice 2016.

AUTORISE Monsieur le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier."

VOTANTS 29 – EXPRIMES 29 – POUR 29 – CONTRE 0 – Adoptée à l'unanimité

<p>8 - CONVENTION TRIPARTITE AVEC LE SYNDICAT DES EAUX DRÔME-GERVANNE, ET LA SDEI POUR LA FOURNITURE EN EAU POTABLE DE LA VILLE DE CREST</p>

Yvan LOMBARD rapporteur du dossier rappelle à l'assemblée que la commune de Crest est membre du syndicat mixte des eaux Drôme Gervanne dont l'objet est d'assurer la production d'eau pour le renforcement des réseaux d'alimentation en eau potable des collectivités membres.

Afin de développer et diversifier sa ressource en eau potable, la commune s'approvisionne également à partir de la ressource du syndicat Drôme Gervanne.

Pour assurer la continuité de cet approvisionnement il convient de renouveler la convention tripartite qui fixe les conditions techniques, juridiques et financières de cette fourniture d'eau potable par le Syndicat Drôme Gervanne à la Lyonnaise des Eaux SAS – SDEI Rhône Provence pour le compte des usagers de Crest.

La délibération est mise au vote :

"Le rapporteur rappelle à l'assemblée que le syndicat des eaux Drôme-Gervanne a été créé par arrêté préfectoral du 11 juin 1990 afin d'assurer la production d'eau pour le renforcement des réseaux d'alimentation en eau potable des collectivités membres, à savoir les communes d'AOUSTE SUR SYE, CREST, SUZE SUR CREST, et le syndicat intercommunal des eaux de MIRABEL et BLACONS/PIEGROS LA CLASTRE. Ce syndicat produit de l'eau à partir d'une ressource karstique dont la résurgence est située à Beaufort sur Gervanne.

La Ville de Crest adhère au syndicat depuis sa création et bénéficie par ce biais d'une ressource en eau complémentaire par rapport à la ressource principale située au Pues à Allex.

Le 1^{er} juillet 2015, un nouveau contrat de délégation de service public d'eau potable a été conclu avec la Lyonnaise des Eaux SAS – SDEI Rhône Provence pour une durée de 12 ans concernant la production et la distribution d'eau potable.

En 2010, dans le prolongement de l'avenant n°6 du précédent contrat de délégation de service public, l'approvisionnement à partir de la ressource du syndicat Drôme Gervanne avait été formalisée au moyen d'une convention tripartite. Cette convention est devenue caduque au terme de l'ancien contrat le 30 juin 2015.

Pour assurer la continuité de cet approvisionnement à compter du 1^{er} juillet 2015, il convient donc de renouveler les conditions techniques, juridiques et financières de cette fourniture d'eau potable par le syndicat Drôme Gervanne à la Lyonnaise des Eaux SAS – SDEI Rhône Provence pour le compte des usagers de Crest au travers d'une convention tripartite.

Pour garantir une qualité de l'eau pérenne, l'engagement de consommation minimum porte sur un volume d'eau de 480 m³/semaine.

Le Conseil municipal,

Vu le projet de convention tripartite avec le syndicat des eaux Drôme-Gervanne et la Lyonnaise des Eaux SAS – SDEI Rhône Provence pour la fourniture en eau potable de la commune de Crest,

Vu l'avis de la commission « Environnement, Développement Durable, Agriculture » du 7 décembre 2015,

Après en avoir délibéré,

APPROUVE la convention tripartite avec le syndicat des eaux Drôme-Gervanne et la SDEI pour la fourniture en eau potable de la commune de Crest,

AUTORISE Monsieur le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tout document relatif à ce dossier."

VOTANTS 29 – EXPRIMES 29 – POUR 29 – CONTRE 0 – Adoptée à l'unanimité

9 - SERVITUDE DE PASSAGE POUR LA DISTRIBUTION PUBLIQUE DE GAZ, RUE DU MARECHAL LECLERC

Laurent BOEHM rapporteur du dossier informe l'assemblée qu'un habitant de la rue Maréchal Leclerc souhaite se raccorder au réseau public de gaz, pour cela une extension de la conduite existante doit être opérée sur une parcelle appartenant à la commune.

Par conséquent, la commune doit consentir une servitude de passage pour cette canalisation de gaz.

Il est demandé au Conseil municipal d'autoriser le maire à signer une convention de servitudes applicables aux ouvrages de distribution publique de gaz.

La délibération est mise au vote :

" Le rapporteur informe l'assemblée qu'un habitant de la rue Maréchal Leclerc souhaite se raccorder au réseau de gaz. Ce raccordement nécessite une extension de la conduite existante.

Aussi, afin de permettre le raccordement de cet immeuble au réseau de gaz, la commune doit consentir une servitude de passage pour cette canalisation de gaz et ce, sur la parcelle cadastrée section AI n°1166.

Le Conseil municipal,

Vu le projet de convention de servitudes applicables aux ouvrages de distribution publique de gaz,

Vu l'avis de la commission « Environnement, Développement Durable, Agriculture » du 7 décembre 2015,

Après en avoir délibéré,

APPROUVE le projet de convention de servitude applicable aux ouvrages de distribution publique de gaz,

AUTORISE le maire ou un adjoint le représentant à signer tous les documents relatifs à ce dossier."

VOTANTS 29 – EXPRIMES 29 – POUR 29 – CONTRE 0 – Adoptée à l'unanimité

<p>10 – AMENAGEMENT ESTHETIQUE DES RESEAUX TELEPHONQUES ET ELECTRIQUES DE LA RUE DRISS CHRAÏBI APPROBATION DU PROJET ET PARTICIPATION COMMUNALE</p>
--

Yvan LOMBARD rapporteur du dossier explique à l'assemblée que pour accompagner les travaux de réfection de la voirie rue Driss Chraïbi, il convient de procéder à l'aménagement esthétique des réseaux électriques et téléphoniques de la voie. Énergie SDED sera le maître d'ouvrage de ces travaux. La participation communale sera de 29 861,03 € H.T. pour la partie génie civile et câblage des réseaux téléphoniques, et de 111 807,75 € H.T. pour les réseaux électriques.

La délibération concernant les réseaux téléphoniques est mise au vote :

" Le rapporteur expose qu'à sa demande, le Syndicat Départemental d'Energies de la Drôme a étudié un projet de développement du réseau de distribution publique d'électricité sur la commune, aux caractéristiques techniques et financières suivantes:

<i>Opération : Électrification - Effacement et fiabilisation des réseaux quartier Mazorel. Dissimulation des réseaux téléphoniques</i>		
Dépense prévisionnelle HT de Génie Civil		35 175.00 €
<i>dont frais de gestion : 1 675.00 € HT</i>		
Plan de financement prévisionnel :		
<i>Financements mobilisés par le SDED</i>		<i>7 035.00 €</i>
<i>Participation communale basée sur le HT</i>	80.00 %	28 140.00 €
Total hors taxe des travaux de câblage à la charge des collectivités locales : 4 390.39 €		
Plan de financement prévisionnel :		2 151.29 €
<i>Montant non soumis à la TVA à la charge des collectivités locales (49% x 4 390.39=2 151.29 €)</i>		
<i>Financements mobilisés par le SDED</i>		<i>430.26 €</i>
<i>Participation communale</i>	80.00 %	1 721.03 €
Montant total de la participation communale :		29 861.03 €

Le Conseil municipal,

Vu l'avis de la commission "Environnement, Développement Durable, Agriculture" du 7 décembre 2015.

Après en avoir délibéré,

APPROUVE le projet établi par le Syndicat Départemental d'Energies de la Drôme, maître d'ouvrage de l'opération, conformément à ses statuts, et à la convention de concession entre le SDED et EDF.

APPROUVE le plan de financement ci-dessus détaillé. La part syndicale finale sera ajustée en fonction du décompte définitif des travaux. Dans le cas où celui-ci excéderait la dépense prévisionnelle indiquée ci-dessus, la commune s'engage à verser le complément de participation nécessaire pour respecter les pourcentages de financement indiqué ci-dessus.

DECIDE de financer comme suit la part communale par inscription au budget primitif 2016 de la commune.

S'ENGAGE à ce que la commune verse sa participation dès réception du titre de recette transmis par le Receveur d'Energie SDED.

AUTORISE M. le Maire ou l'Adjoint délégué à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de cette décision et à la bonne gestion technique, administrative et comptable de ce dossier."

VOTANTS 29 – EXPRIMES 29 – POUR 29 – CONTRE 0 – Adoptée à l'unanimité

La délibération concernant les réseaux électriques est mise au vote :

"Le rapporteur expose qu'à sa demande, le Syndicat Départemental d'Energies de la Drôme a étudié un projet de développement du réseau de distribution publique d'électricité sur la commune, aux caractéristiques techniques et financières suivantes :

Opération : <i>Electrification</i>	
<i>Effacement et fiabilisation des réseaux quartier Mazorel</i>	
Dépense prévisionnelle HT	209 307.75 €
<i>dont frais de gestion : 9 967.04 €</i>	
Plan de financement prévisionnel :	
<i>Financements mobilisés par le SDED</i>	<i>97 500.00 €</i>
Participation communale	111 807.75 €

Le Conseil municipal,

Vu l'avis de la commission "Environnement, Développement Durable, Agriculture" du 7 décembre 2015.

Après en avoir délibéré,

APPROUVE le projet établi par le Syndicat Départemental d'Energies de la Drôme, maître d'ouvrage de l'opération, conformément à ses statuts, et à la convention de concession entre le SDED et EDF.

APPROUVE le plan de financement ci-dessus détaillé.

En cas de participation communale finale, celle-ci sera ajustée en fonction du décompte définitif des travaux et du taux effectif de l'actualisation. Dans le cas où celui-ci excéderait la dépense prévisionnelle indiquée ci-dessus, la commune s'engage à verser le complément de participation nécessaire pour respecter les pourcentages de financement indiqués ci-dessus.

DECIDE de financer comme suit la part communale par inscription au budget primitif 2016 de la commune.

S'ENGAGE à ce que la commune verse sa participation dès réception du titre de recette transmis au Receveur d'Energie SDED.

AUTORISE M. le Maire ou l'Adjoint délégué à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de cette décision et à la bonne gestion technique, administrative et comptable de ce dossier."

VOTANTS 29 – PRIMES 29 – POUR 29 – CONTRE 0 – Adoptée à l'unanimité

**11 – CONVENTION DE MAÎTRISE D'OUVRAGE CONFIEE A ÉNERGIE SDED
POUR LA POSE DE FOURREAUX ET CABLETTE D'ÉCLAIRAGE PUBLIC
DE LA RUE DRISS CCHRAÏBI**

Yvan LOMBARD rapporteur du dossier, annonce à l'assemblée que dans le cadre de l'aménagement de la rue Driss Chraïbi, une partie du réseau d'éclairage public pourrait être réalisée en 2016 au moment de l'opération d'effacement des réseaux électriques et téléphoniques. Il s'agit plus précisément de travaux sous terrain de pose des fourreaux et du câble de mise à la terre.

Dans la perspective de simplifier la gestion administrative et technique, la coordination et la conduite de travaux, la Ville de CREST confiera temporairement sa maîtrise d'ouvrage à Énergie SDED, qui ne percevra aucune rémunération pour l'exercice de cette mission.

La délibération est mise au vote :

"Le rapporteur expose à l'assemblée que dans le cadre de l'aménagement de la rue Driss Chraïbi, une partie du réseau d'éclairage public (sous maîtrise d'ouvrage ville) pourrait être réalisé en 2016 au moment de l'opération d'effacement des réseaux électrique et téléphonique (sous maîtrise d'ouvrage Énergie SDED). Il s'agit plus précisément de travaux sous terrain de pose des fourreaux et du câble de mise à la terre.

Dans la perspective de simplifier la gestion administrative et technique, la coordination et la conduite de travaux, la ville a souhaité confier la maîtrise d'ouvrage à Énergie SDED.

A cet effet, la ville et Énergie SDED peuvent recourir à la maîtrise d'ouvrage confiée offerte par l'article 2 II de la loi n° 85 - 704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée qui autorise, lorsque la réalisation d'un ensemble d'ouvrages relève simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage publics, à ce qu'ils désignent l'un d'entre eux pour assurer la maîtrise d'ouvrage de l'opération d'ensemble dans le cadre d'une convention.

Ainsi, la ville de CREST confiera temporairement sa maîtrise d'ouvrage des travaux cité ci dessus à Énergie SDED. La commune prendra à sa charge la totalité des frais engagés pour cette partie de travaux soit 19 908,45 € HT .

Il est en outre précisé que Énergie SDED ne percevra aucune rémunération pour l'exercice de sa mission de maîtrise d'ouvrage.

Le Conseil Municipal,

Vu la loi n°85 - 704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée,

Vu le projet de convention de maîtrise d'ouvrage confiée,

Vu l'avis de la commission « Environnement, Développement Durable, Agriculture » du 7 décembre 2015,

Après en avoir délibéré,

ACCEPTE le principe de la convention de maîtrise d'ouvrage confiée à Énergie SDED pour la construction d'une partie du réseau d'éclairage public de la rue Driss Chraïbi.

APPROUVE les termes de la convention de maîtrise d'ouvrage confiée.

DIT que les crédits nécessaires à cette opération seront inscrits à l'article 2315 au budget de la commune, exercice 2016.

AUTORISE Monsieur le Maire ou l'Adjoint le représentant à signer tout acte ou pièce relative à ce dossier."

VOTANTS 29 – EXPRIMES 29 – POUR 29 – CONTRE 0 – Adoptée à l'unanimité

Monsieur le Maire rapporteur du dossier, rappelle à l'assemblée, que par délégation du Conseil municipal, il peut être chargé en tout ou partie pour la durée de son mandat, d'attributions du Conseil municipal, lesquelles sont définies à l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales. Ainsi, par délibération du 28 septembre 2015, le Conseil municipal a autorisé l'ensemble des délégations de l'article susvisé, pour tenir compte de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ajoutant deux alinéas à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Il est proposé au Conseil municipal de préciser les conditions dans lesquelles s'exerceront ces délégations.

Monsieur le Maire précise que pour les demandes de subventions, le montant indiqué n'est pas le montant de la subvention mais bien de l'opération.

Hélène BERTAU fait observer que cette délibération risque de priver le Conseil municipal de débat. Les projets, abordés sous l'angle des subventions, permettait de dépasser l'angle budgétaire vers des sujets budgétaire vers des aspects plus technique.

Elle demande si le Conseil Municipal sera informé d'une autre manière des différents projets.

Monsieur le Maire, lui indique que les projets sont abordés lors de la discussion budgétaire (DOB, débat public, commission, vote du budget), que les marchés et certains actes font aussi intervenir une délibération du Conseil et qu'au début de chaque Conseil municipal il est fait lecture du compte rendu de délégation du Conseil municipal au Maire.

Il lui fait remarquer qu'aborder un projet par l'intermédiaire de la demande de subvention c'est un peu baroque et cela souligne la culture de la subvention dans notre pays. Qu'autant apprécier le projet sur le fond on apprécie la subvention qui permettra de le réaliser.

Hélène BERTAU dit que ce n'est pas le même angle pour aborder les projets et qu'il faut trouver un moment pour faire le point sur un projet qui va se lancer notamment pour les aspects techniques.

Monsieur le Maire, conclu en lui disant qu'il faut réfléchir à la manière de présenter les grands projets de la ville.

La délibération est mise au vote :

"Le rapporteur expose à l'assemblée que l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales donne au Conseil municipal la possibilité de déléguer au Maire, pour la durée de son mandat, un certain nombre des attributions de cette assemblée.

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République est venue ajouter deux alinéas à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Il convient au Conseil municipal de préciser les conditions dans lesquelles elles s'exerceront.

Le Conseil municipal,

Vu les articles L. 2122-18, L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant qu'il y a intérêt, en vue de faciliter la bonne marche de l'administration municipale, à donner à Monsieur le Maire l'ensemble des délégations d'attributions prévues par l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Après en avoir délibéré,

RETIRE la délibération du 28 septembre 2015,

DECIDE que M. le Maire est chargé, par délégation du Conseil municipal, et pour la durée de son mandat, de prendre les décisions prévues aux alinéas de l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, à savoir :

1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;

2° De fixer, dans la limite d'une variation n'excédant pas 10 % par an et par rapport aux tarifs en vigueur, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal ;

3° De procéder, dans les limites des crédits inscrits au budget de l'année en cours, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

4° De prendre toute décision, dans le cadre des marchés à procédures adaptées dont les montants sont définis par les textes réglementaires, concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7° De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

11° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

12° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

13° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code et ce dans la limite de l'avis des domaines ;

16° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, en cours ou à venir, devant les juridictions suivantes :

- les trois juridictions de l'ordre administratif,*
- les juridictions civiles et pénales,*
- le tribunal des conflits,*
- les instances de conciliation ;*

17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux lorsque le montant du dommage en cause n'excède pas la valeur vénale des véhicules ;

18° De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

19° De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L.332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n°2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

20° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé de 1 000 000€.

21° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L.240-1 à L.240-3 du code de l'urbanisme ;

22° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

23° D'exercer, au nom de la commune, le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique prévu au troisième alinéa de l'article L. 151-37 du code rural et de la pêche maritime en vue de l'exécution des travaux nécessaires à la constitution d'aires intermédiaires de stockage de bois dans les zones de montagne ;

24° De demander à l'État ou à d'autres collectivités territoriales, l'attribution de subventions pour des opérations d'un montant prévisionnel inférieur ou égal à 300 000 euros Hors Taxe.

PRECISE que les délégations consenties en application du 3° du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil municipal.

PRECISE que les décisions prises en application de la délibération portant délégation peuvent être signées par un adjoint ou un conseiller municipal agissant par délégation du Maire.

PRECISE que le Maire pourra, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer par arrêté une partie des fonctions qui lui ont été déléguées à un ou plusieurs de ses adjoints et, en l'absence ou en cas d'empêchement des adjoints ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation à des membres du Conseil municipal.

AUTORISE M. le Maire à charger un ou plusieurs adjoints de prendre en son nom, en cas d'empêchement de sa part, tout ou partie des décisions pour lesquelles il lui est donné délégation par la présente délibération et ce sous sa surveillance et sa responsabilité."

VOTANTS 29 – EXPRIMES 27 – POUR 23 – CONTRE 4 – Adoptée

13 – AVIS SUR LES DEROGATIONS EXCEPTIONNELLES A L'INTERDICTION DU TRAVAIL LE DIMANCHE ACCORDEES PAR LE MAIRE AU TITRE DE L'ANNÉE 2016

Monsieur le Maire, rappelle en préambule qu'il n'est pas favorable à la banalisation du travail le dimanche, ni systématiquement hostile car cela peut être utile à l'économie locale et à la vie locale d'apporter un certain nombre de souplesse.

Il rappelle que les commerces qui n'ont pas de salariés ont eux une liberté plus large d'ouverture le dimanche.

Audrey CORNEILLE rapporteur du dossier, explique à l'assemblée que l'article L.3132-26 du Code du travail, tel que modifié par la loi « Macron », confère au maire le pouvoir d'autoriser l'ouverture de commerces de détail, après avis du Conseil municipal.

Il est proposé pour avis au Conseil municipal une liste fixant cinq dimanches pour l'année 2016.

La délibération est mise au vote :

"Le rapporteur rappelle à l'assemblée que le titre III de la loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite loi Macron, relatif notamment au développement de l'emploi, introduit de nouvelles mesures visant à améliorer au profit des salariés et des commerçants les dérogations exceptionnelles à l'interdiction du travail le dimanche et en soirée.

L'article L.3132-26 du Code du travail, tel que modifié par la loi « Macron », confère au maire le pouvoir d'autoriser l'ouverture de commerces de détail, après avis du conseil municipal, dans la limite de 12 dimanches par an.

Il s'agit donc seulement pour le maire d'autoriser l'emploi de salariés pendant un à douze dimanches déterminés et non pas d'autoriser l'ouverture proprement dite d'établissements commerciaux le dimanche.

La dérogation municipale ne peut être accordée qu'à des établissements commerciaux où des marchandises sont vendues au détail au public.

La consultation des organisations professionnelles et des organisations syndicales concernées est maintenue.

La loi « Macron » a introduit l'obligation pour le maire d'arrêter la liste des dimanches avant le 31 décembre pour l'année suivante.

Pour les commerces de détail, il est proposé, pour l'année 2016 de fixer 5 dimanches, à savoir :

-le dimanche 13 mars 2016

-le dimanche 17 juillet 2016

-le dimanche 7 août 2016

-le dimanche 14 août 2016

-le dimanche 18 décembre 2016

Le Conseil municipal,

Vu la loi n°2015-990 du 6 août 2015 notamment son article 250,

Vu l'article L. 3132-26 du Code du travail,

Vu la liste de 5 dimanches fixée par le Maire,

Après en avoir délibéré,

APPROUVE la liste des 5 dimanches fixée par le Maire,

AUTORISE le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous les documents relatifs à ce dossier."

VOTANTS 29 – EXPRIMES 29 – POUR 27 – CONTRE 2 – Adoptée

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire clôt la séance à 23 h 30 et donne la parole au public.

*_*_*_*_*